

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 december 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

De Minister van Sport,  
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

Nota

(1) Zitting 2014-2015.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 29-1. — Verslag nr. 29-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 3 december 2014.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/ 207597]

11 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant conversion des grades des agents fédéraux transférés aux services du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2010 portant conversion des grades des agents transférés du Service public fédéral Finances aux services du Gouvernement wallon;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 octobre 2014;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 octobre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 octobre 2014;

Vu le protocole n°661 du Comité de secteur XVI, établi le 7 novembre 2014;

Vu l'avis n° 56.784/ 2 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 8 décembre 2014 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 88, § 2, alinéas 2 et 3 remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Considérant la loi du 13 mars 1991 relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel statutaire et contractuel, issus des services publics fédéraux, des services publics de programmation et des organismes d'intérêt public fédéraux, transférés aux services du Gouvernement wallon ou à un organisme d'intérêt public régional soumis au Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 2. Est nommé par conversion de grade au grade prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne figurant dans la colonne de gauche du tableau et bénéficie de l'échelle de traitements y attachée, l'agent titulaire, au jour de son transfert, d'un grade appartenant à la classe, au grade ou à la catégorie de grades énoncés en regard dans la colonne de droite compte tenu, le cas échéant, de l'ancienneté de niveau correspondante :

1 <sup>o</sup> Inspecteur général, échelle A3	classe A4 et classe A5
2 <sup>o</sup> Directeur, échelle A4/ 2	classe A3 (conseiller exerçant une fonction de direction)
3 <sup>o</sup> Conseiller, échelle A4/ 1	classe A3 (conseiller exerçant une fonction d'expert)
4 <sup>o</sup> Attaché, échelle A5/ 1bis	classes A1 et A2 avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 25 ans
5 <sup>o</sup> Attaché, échelle A5/ 1	classes A1 et A2 avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 15 ans et inférieure à 25 ans
6 <sup>o</sup> Attaché, échelle A6/ 1	classes A1 et A2 avec une ancienneté de niveau inférieure à 15 ans
7 <sup>o</sup> Gradué principal, échelle B1/ 1bis	grade du niveau B avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 25 ans
8 <sup>o</sup> Gradué principal, échelle B2/ 1	grade du niveau B avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 15 ans et inférieure à 25 ans
9 <sup>o</sup> Gradué, échelle B3/ 1	grade du niveau B avec une ancienneté de niveau inférieure à 15 ans
10 <sup>o</sup> Assistant principal, échelle C1bis	grade du niveau C avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 25 ans
11 <sup>o</sup> Assistant principal, échelle C2	grade du niveau C avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 15 ans et inférieure à 25 ans
12 <sup>o</sup> Assistant, échelle C3	grade du niveau C avec une ancienneté de niveau inférieure à 15 ans
13 <sup>o</sup> Adjoint principal, échelle D1bis	grade du niveau D avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 25 ans
14 <sup>o</sup> Adjoint principal, échelle D2	grade du niveau D avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 15 ans et inférieure à 25 ans
15 <sup>o</sup> Adjoint qualifié, échelle D3	grade du niveau D avec une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 5 ans et inférieure à 15 ans
16 <sup>o</sup> Adjoint, échelle D4	grade du niveau D avec une ancienneté de niveau inférieure à 5 ans

Art. 3. Le membre du personnel contractuel transféré ne peut bénéficier d'une échelle de traitements supérieure à l'échelle de traitements accessible par promotion à un membre du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon.

Art. 4. Le membre du personnel affecté, le jour de son transfert, sur un emploi auquel est adjoint un grade qualifié ou qui devient, dans les 18 mois suivant son transfert, un emploi auquel est adjoint un grade qualifié obtient de plein droit ce grade qualifié et l'échelle y attachée.

Art. 5. L'ancienneté de rang de l'agent nommé par conversion de grade à un grade de recrutement est égale à son ancienneté de niveau.

L'ancienneté de rang de l'agent nommé par conversion de grade à un grade de promotion est égale à son ancienneté de niveau diminuée du nombre d'années d'ancienneté requis pour être promu à ce grade.

L'ancienneté d'échelle de l'agent nommé par conversion de grade à un grade auquel est attachée une première échelle de promotion est égale à son ancienneté de niveau diminuée du nombre d'années d'ancienneté requis pour être promu à ce grade.

L'ancienneté d'échelle de l'agent nommé par conversion de grade à un grade auquel est attachée une seconde échelle de promotion est égale à son ancienneté de niveau diminuée du nombre d'années d'ancienneté de rang ou d'échelle requis pour être promu à ce grade et/ ou à cette échelle.

Art. 6. L'agent transféré dans un grade en carrière plane perd le bénéfice des promotions en carrière plane qu'il aurait obtenues dans son service d'origine conformément à la réglementation qui lui était applicable.

L'agent transféré conserve le bénéfice des effets pécuniaires des promotions qu'il aurait obtenues en carrière plane.

Art. 7. L'agent qui, avant son transfert et de par le statut qui lui était applicable, bénéficiait d'une échelle de traitements pour laquelle un avancement barémique automatique, par ancienneté et sans ouverture d'emploi, était prévu dans le même niveau conserve le bénéfice de cette mesure pécuniaire après son transfert.

Art. 8. Les nominations par conversion de grade s'opèrent d'office à la date à laquelle le transfert prend effet.

Art. 9. L'article 235 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, si le traitement de l'agent ayant bénéficié d'une mesure de mobilité externe est inférieur à celui dont il bénéficiait la veille de la mesure de mobilité, le traitement le plus élevé est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne, dans sa nouvelle échelle, un traitement au moins égal. ».

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2010 portant conversion des grades des agents transférés du Service public fédéral Finances aux services du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Art. 12. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 2014.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
Ch. LACROIX

---

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/ 207597]

11. DEZEMBER 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Umwandlung der Dienstgrade der den Dienststellen der Wallonischen Regierung übertragenen föderalen Bediensteten

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten und durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 abgeänderten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2010 zur Umwandlung der Dienstgrade der den Dienststellen der Wallonischen Regierung übertragenen Bediensteten des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen;

Aufgrund des am 15. Oktober 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. Oktober 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 16. Oktober 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 7. November 2014 aufgestellten Protokolls Nr. 661 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 3. Dezember 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens n<sup>o</sup> 56.784/ 2 des Staatsrats;

Aufgrund des Berichts vom 8. Dezember 2014, der gemäß Artikel 3, 2<sup>o</sup> des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

In Erwägung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten und durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 abgeänderten Artikels 88, § 2, Absätze 2 und 3;

In Erwägung des Gesetzes vom 13. März 1991 über die Aufhebung oder die Umstrukturierung von Einrichtungen öffentlichen Interesses und anderen öffentlichen Diensten;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass ist auf die Mitglieder des statutarischen Personals und des Vertragspersonals anwendbar, die aus den föderalen öffentlichen Diensten, den öffentlichen Programmierungsdiensten und den föderalen Einrichtungen öffentlichen Interesses stammen und den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder einer regionalen Einrichtung öffentlichen Interesses, die dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unterworfen ist, übertragen werden.

Art. 2 - Der Bedienstete, der am Tage seiner Übertragung und gegebenenfalls unter Berücksichtigung des entsprechenden Dienstalters in der Stufe einen Dienstgrad hat, der der Klasse, dem Dienstgrad oder der Kategorie der in der rechten Spalte der nachstehenden Tabelle erwähnten Dienstgrade entspricht, wird durch Dienstgradumwandlung in dem entsprechenden, in der linken Spalte erwähnten Dienstgrad nach dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ernannt und hat Anspruch auf die entsprechende Gehaltstabelle:

1° Generalinspektor, Gehaltstabelle A3	Klasse A4 und Klasse A5
2° Direktor, Gehaltstabelle A4/ 2	Klasse A3 (Berater, der ein Leitungsamt ausübt)
3° Berater, Gehaltstabelle A4/ 1	Klasse A3 (Berater, der ein Amt als Sachverständiger ausübt)
4° Attaché, Gehaltstabelle A5/ 1bis	Klassen A1 und A2 mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 25 Jahren
5° Attaché, Gehaltstabelle A5/ 1	Klassen A1 und A2 mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 15 Jahren und weniger als 25 Jahren
6° Attaché, Gehaltstabelle A6/ 1	Klassen A1 und A2 mit einem Dienstalter in der Dienststufe von weniger als 15 Jahren
7° Hauptgraduierter, Gehaltstabelle B1/ 1bis	Dienstgrad der Stufe B mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 25 Jahren
8° Hauptgraduierter, Gehaltstabelle B2/ 1	Dienstgrad der Stufe B mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 15 Jahren und weniger als 25 Jahren
9° Graduierter, Gehaltstabelle B3/ 1	Dienstgrad der Stufe B mit einem Dienstalter in der Dienststufe von weniger als 15 Jahren
10° Hauptassistent, Gehaltstabelle C1bis	Dienstgrad der Stufe C mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 25 Jahren
11° Hauptassistent, Gehaltstabelle C2	Dienstgrad der Stufe C mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 15 Jahren und weniger als 25 Jahren
12° Assistent, Gehaltstabelle C3	Dienstgrad der Stufe C mit einem Dienstalter in der Dienststufe von weniger als 15 Jahren
13° Hauptbeigeordneter, Gehaltstabelle D1bis	Dienstgrad der Stufe D mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 25 Jahren
14° Hauptbeigeordneter, Gehaltstabelle D2	Dienstgrad der Stufe D mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 15 Jahren und weniger als 25 Jahren
15° Qualifizierter Beigeordneter, Gehaltstabelle D3	Dienstgrad der Stufe D mit einem Dienstalter in der Dienststufe von wenigstens 5 Jahren und weniger als 15 Jahren
16° Beigeordneter, Gehaltstabelle D4	Dienstgrad der Stufe D mit einem Dienstalter in der Dienststufe von weniger als 5 Jahren

Art. 3 - Das übertragene Mitglied des Vertragspersonals kann auf keine höhere Gehaltstabelle Anspruch haben, als die Gehaltstabelle, die einem Mitglied des Vertragspersonals der Dienststellen der Wallonischen Regierung durch Beförderung zugänglich ist.

Art. 4 - Das Personalmitglied, dem am Tag seiner Übertragung ein Posten zugewiesen wird, der mit einem qualifizierten Dienstgrad verbunden ist oder der innerhalb von 18 Monaten nach der Übertragung zu einem mit einem qualifizierten Dienstgrad verbundenen Posten wird, erhält von Rechts wegen diesen qualifizierten Dienstgrad und die entsprechende Gehaltstabelle.

Art. 5 - Das Dienstalter im Rang des im Rahmen einer Dienstgradumwandlung in einem Anwerbsdienstgrad ernannten Bediensteten entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe.

Das Dienstalter im Rang des im Rahmen einer Dienstgradumwandlung in einem Beförderungsgrad ernannten Bediensteten entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe, verringert um die Anzahl Jahre, die erforderlich sind, um in diesem Dienstgrad ernannt zu werden.

Das Dienstalter in der Gehaltstabelle des Bediensteten, der im Rahmen einer Dienstgradumwandlung in einem mit einer ersten Beförderungstabelle verbundenen Grad ernannt wird, entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe, verringert um die Anzahl Jahre, die erforderlich sind, um in diesem Dienstgrad ernannt zu werden.

Das Dienstalter in der Gehaltstabelle des Bediensteten, der im Rahmen einer Dienstgradumwandlung in einem mit einer zweiten Beförderungstabelle verbundenen Grad ernannt wird, entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe, verringert um die Anzahl Jahre des Rangalters oder des Dienstalters in der Gehaltstabelle, die erforderlich sind, um in diesem Dienstgrad und/ oder in dieser Gehaltstabelle ernannt zu werden.

Art. 6 - Der Bedienstete, der bei seiner Übertragung einen Dienstgrad in der ebenen Laufbahn hat, verliert den Vorteil der Beförderungen in der ebenen Laufbahn, die ihm in seinem ursprünglichen Dienst gemäß der auf ihn anwendbaren Regelung gewährt worden wären.

Der übertragene Bedienstete behält den Vorteil der finanziellen Auswirkungen der Beförderungen, die ihm in der ebenen Laufbahn gewährt worden wären.

Art. 7 - Der Bedienstete, der vor seiner Übertragung aufgrund des auf ihn anwendbaren Statuts Anspruch auf eine Gehaltstabelle hatte, in der eine automatische Beförderung im Gehalt aufgrund des Dienstgrads im selben Dienststrang vorgesehen war, ohne dass dafür eine Stelle für vakant erklärt werden musste, behält nach seiner Übertragung den Vorteil dieser Bestimmung in Sachen Besoldung.

Art. 8 - Die Ernennungen durch Dienstgradumwandlung erfolgen von Amts wegen am Datum, an dem die Übertragung wirksam wird.

Art. 9 - Artikel 235 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn das Gehalt des Bediensteten, der in den Genuss einer Maßnahme in Sachen externe Mobilität kam, unter demjenigen liegt, das er am Tag vor der Mobilitätsmaßnahme bezog, wird allerdings das höchste Gehalt beibehalten, bis er in der neuen Gehaltstabelle ein zumindest gleiches Gehalt bezieht."

Art. 10 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2010 zur Umwandlung der Dienstgrade der den Dienststellen der Wallonischen Regierung übertragenen Bediensteten des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 abgeänderten Fassung wird aufgehoben.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

Art. 12 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 2014

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung  
Ch. LACROIX

---

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/ 207597]

11 DECEMBER 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot omzetting van de graden van de federale ambtenaren die naar de diensten van de Waalse Regering overgeplaatst worden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2010 tot omzetting van de graden van de ambtenaren overgeplaatst van de Federale Overheidsdienst Financiën naar de diensten van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 oktober 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 oktober 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 oktober 2014;

Gelet op het protocol nr. 661 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 7 november 2014;

Gelet op het advies nr. 56.784/ 2 van de Raad van State, gegeven op 3 december 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 8 december 2014 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 88, § 2, tweede en derde lid, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op de wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de leden van het statutaire en contractuele personeel die afkomstig zijn van de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten en instellingen van openbaar nut en die overgeplaatst worden naar de diensten van het Waalse Gewest of naar een gewestelijke instelling van openbaar nut onderworpen aan de Waalse ambtenarencode.

Art. 2. De overgeplaatste ambtenaren die op de dag van hun overplaatsing houder zijn van een graad ingedeeld bij de graad, de klasse of de gradencategorie vermeld in de rechterkolom van onderstaande tabel, rekening houdend, in voorkomend geval, met de overeenstemmende niveauanciënniteit, worden door graadomzetting benoemd tot de graad bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode die vermeld wordt in de linkerkolom van de tabel en genieten de eraan verbonden weddeschaal :

1° Inspecteur-generaal, schaal A3	klasse A4 en klasse A5
2° Directeur, schaal A4/ 2	klasse A3 (adviseur die een directiefunctie uitoefent)
3° Adviseur, schaal A4/ 1	klasse A3 (adviseur die een functie van deskundige uitoefent)
4° Attaché, schaal A5/ 1bis	klassen A1 en A2 met een niveauanciënniteit van 25 jaar of meer
5° Attaché, schaal A5/ 1	klassen A1 en A2 met een niveauanciënniteit gelijk aan of hoger dan 15 jaar en lager dan 25 jaar
6° Attaché, schaal A6/ 1	schalen A1 en A2 met een niveauanciënniteit lager dan 15 jaar
7° Eerstaanwendend gegradueerde, schaal B1/ 1bis	graad van niveau B met een niveauanciënniteit van 25 jaar of meer
8° Eerstaanwendend gegradueerde, schaal B2/ 1	graad van niveau B met een niveauanciënniteit gelijk aan of hoger dan 15 jaar en lager dan 25 jaar
9° Gegradueerde, schaal B3/ 1	graad van niveau B met een niveauanciënniteit lager dan 15 jaar
10° Eerstaanwendend assistent, schaal C1bis	graad van niveau C met een niveauanciënniteit van 25 jaar of meer
11° Eerstaanwendend assistent, schaal C2	graad van niveau C met een niveauanciënniteit gelijk aan of hoger dan 15 jaar en lager dan 25 jaar
12° Assistent, schaal C3	graad van niveau C met een niveauanciënniteit lager dan 15 jaar
13° Eerstaanwendend adjunct, schaal D1bis	graad van niveau D met een niveauanciënniteit van 25 jaar of meer
14° Eerstaanwendend adjunct, schaal D2	graad van niveau D met een niveauanciënniteit gelijk aan of hoger dan 15 jaar en lager dan 25 jaar
15° Geschoolde adjunct, schaal D3	graad van niveau D met een niveauanciënniteit gelijk aan of hoger dan 5 jaar en lager dan 15 jaar
16° Adjunct, schaal D4	graad van niveau D met een niveauanciënniteit lager dan 5 jaar

Art. 3. Het overgeplaatste contractueel personeelslid kan niet in aanmerking komen voor een hogere weddeschaal dan de weddeschaal die door bevordering toegankelijk is voor een contractueel personeelslid van de diensten van de Waalse Regering.

Art. 4. Het personeelslid dat op de dag van zijn overplaatsing aangesteld wordt voor een betrekking waaraan een geschoolde graad verbonden is of die binnen 18 maanden na zijn overplaatsing een betrekking wordt waaraan een geschoolde graad verbonden is, verkrijgt van rechtswege die geschoolde graad en de schaal die eraan verbonden is.

Art. 5. De ranganciënniteit van de ambtenaren die door graadomzetting tot een wervingsgraad worden benoemd, is gelijk aan hun niveauanciënniteit.

De ranganciënniteit van de ambtenaren die door graadomzetting tot een bevorderingsgraad worden benoemd, is gelijk aan hun niveauanciënniteit verminderd met het vereist aantal jaren anciënniteit om tot die graad te worden bevorderd.

De schaalanciënniteit van de ambtenaren die door graadomzetting worden benoemd tot een graad waaraan een eerste bevorderingsschaal is gekoppeld, is gelijk aan hun niveauanciënniteit verminderd met het vereist aantal jaren anciënniteit om tot die graad te worden bevorderd.

De schaalanciënniteit van de ambtenaren die door graadomzetting worden benoemd tot een graad waaraan een tweede bevorderingsschaal is gekoppeld, is gelijk aan hun niveauanciënniteit verminderd met het vereist aantal jaren rang- of schaalanciënniteit om tot die graad en/ of schaal te worden bevorderd.

Art. 6. De ambtenaar overgeplaatst in een graad in de vlakke loopbaan verliest het voordeel van de bevorderingen in de vlakke loopbaan die hij in zijn dienst van herkomst verkregen zou hebben overeenkomstig de regelgeving die op hem toepasselijk was.

De overgeplaatste ambtenaar behoudt het voordeel van de geldelijke gevolgen van de bevorderingen die hij in de vlakke loopbaan verkregen zou hebben.

Art. 7. De ambtenaar die vóór zijn overplaatsing krachtens het statuut dat op hem toepasselijk was in aanmerking kwam voor een weddeschaal waarvoor in hetzelfde niveau een automatische schaalverhoging door anciënniteit en zonder opening van betrekking voorzien was, behoudt het voordeel van die geldelijke maatregel na zijn overplaatsing.

Art. 8. De benoemingen door graadomzetting hebben ambtshalve uitwerking op de datum waarop de overplaatsing gevolg heeft.

Art. 9. Artikel 235 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de wedde van de ambtenaar die een externe mobiliteitsmaatregel genoten heeft, lager is dan degene die hij genoot op de dag die voorafgaat aan de mobiliteitsmaatregel, wordt evenwel de hoogste wedde behouden totdat hij een minstens gelijke wedde verkrijgt in zijn nieuwe schaal. ».

Art. 10. Het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2010 tot omzetting van de graden van de ambtenaren overgeplaatst van de Federale Overheidsdienst Financiën naar de diensten van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Art. 12. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 2014.

De Minister-Président,  
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
Ch. LACROIX



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/ 207598]

11 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 2012 relatif à la mise en place d'une procédure de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de systèmes d'efficacité énergétique, les articles 3, 4, 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

Vu l'avis n° 2014/ 002648 de la Cellule autonome d'avis en Développement durable, donné le 15 octobre 2014;

Vu l'avis 56.805/ 4 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Pour obtenir le certificat Qualiwall pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 3<sup>o</sup>, le demandeur doit disposer du certificat Qualiwall pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 2<sup>o</sup>.

Le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation peuvent définir l'expérience professionnelle pertinente visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>. »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'alinéa 3 devenu l'alinéa 5, les mots « le demandeur doit en outre » sont insérés entre les mots « Pour les catégories professionnelles où l'arrêté royal du 29 janvier 2007 ne s'applique pas, » et les mots « satisfaire aux conditions fixées par le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 : « Pour obtenir le certificat Qualiwall au titre de candidat pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 3<sup>o</sup>, le demandeur doit disposer du certificat Qualiwall pour les systèmes visés à l'article 3, § 2, 2<sup>o</sup>. »

4<sup>o</sup> au paragraphe 2, à l'alinéa 2, devenu l'alinéa 3 les mots « le demandeur doit en outre » sont insérés entre les mots « Pour les catégories professionnelles où l'arrêté royal du 29 janvier 2007 ne s'applique pas, » et les mots « satisfaire aux conditions fixées par le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation ».

Art. 2. Dans l'article 5, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 4, les mots « dispose d'un certificat d'apprentissage ou d'un diplôme de chef d'entreprise ou s'il » sont abrogés;

2<sup>o</sup> l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante : « Le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation peuvent limiter dans le temps l'équivalence d'une formation. »

Art. 3. Dans l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« disposer d'un personnel enseignant qualifié chargé de l'instruction théorique et pratique, et, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, assurer que chaque membre du personnel enseignant dispose d'une attestation de réussite de l'examen, conformément à la procédure définie à l'article 5, § 2, pour la catégorie dans laquelle il enseigne. Le formateur responsable d'une partie spécifique de la formation ne doit pas disposer d'une attestation de réussite. Le formateur d'un centre ne peut être évalué par le centre auquel il appartient. »

Art. 4. Dans l'article 12 du même arrêté, la première phrase commençant par les mots « Par dérogation à l'article 4, » et finissant par les mots « pour l'eau chaude sanitaire incluant les intégrations en toiture et sur la toiture » est complétée par les mots « jusqu'au 31 décembre 2015 ».

Art. 5. Le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 2014.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,  
P. FURLAN

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX